

SOUS-MARINS AUSTRALIENS

Entre Paris, Canberra et Washington, un conflit inédit

La France formalise sa colère contre l'Australie et les Etats-Unis en rappelant ses ambassadeurs. Ce geste fracassant, mais surtout symbolique, est destiné à exprimer le sentiment de trahison éprouvé par Emmanuel Macron et le gouvernement

WASHINGTON - correspondant

La stupeur a laissé place à une colère froide. La France a décidé, vendredi 17 septembre, de rappeler pour consultations ses ambassadeurs à Washington et à Canberra, quarante-huit heures après l'annonce du partenariat stratégique – dit Aukus – entre les Etats-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni, orienté contre la Chine. Un geste fracassant, mais surtout symbolique, qui sert à formaliser le sentiment de trahison éprouvé par Paris, après la rupture du contrat de livraison de douze sous-marins à propulsion conventionnelle à l'Australie.

La forme, humiliante, et le fond de l'affaire Aukus se mêlent pour expliquer la motivation française, mal comprise de l'autre côté de l'Atlantique. Vendredi, le directeur politique du Quai d'Orsay, Philippe Errera, a reçu le chargé d'affaires américain et l'ambassadeur australien afin de leur notifier le rappel des deux diplomates français, Philippe Etienne, en poste à Washington, et Jean-Pierre Thébaud à Canberra.

Dans un communiqué une nouvelle fois martial, le ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a justifié cette « décision exceptionnelle » par la « gravité exceptionnelle » des événements de la semaine. « L'abandon du projet de sous-marins de classe océanique qui liait l'Australie à la France depuis 2016 et l'annonce d'un nouveau partenariat avec les Etats-Unis visant à lancer des études sur une possible future coopération sur des sous-marins à propulsion nucléaire constituent des comportements inacceptables entre alliés et partenaires, dont les conséquences touchent à la conception même que nous nous faisons de nos alliances, de nos partenariats et de l'importance de l'Indo-Pacifique pour l'Europe », précise le chef de la diplomatie française.

MARQUER LE COUP

Le communiqué a beau avoir été envoyé par le Quai d'Orsay, l'ordre est venu de l'Elysée. La situation a été jugée suffisamment « grave » pour qu'Emmanuel Macron réagisse. « Au-delà de la question de la rupture d'un contrat et de ses conséquences, notamment en termes d'emplois, il y a ce que cette décision dit de la stratégie d'alliance. [Un tel comportement] est inacceptable entre alliés », souligne-t-on à l'Elysée. A ce stade, le chef de l'Etat n'a fait aucun commentaire public, ni parlé au président américain Joe Biden. Mais il veut marquer le coup.

Par deux fois déjà, Emmanuel Macron a exigé le rappel d'ambassadeurs français pour consultation : en février 2019, la crise diplomatique avait touché l'Italie. La France avait à l'époque dénoncé une « provocation

inacceptable » après une rencontre, à Montargis (Loiret), entre des représentants des « gilets jaunes » et le vice-président du conseil italien et chef politique du Mouvement 5 étoiles (antisystème) Luigi Di Maio, alors allié à La Ligue (extrême droite) de Matteo Salvini. Cette rencontre avait en outre été suivie de « déclarations outrancières », selon Paris.

En octobre 2020, c'est avec la Turquie que l'Elysée avait eu maille à partir. Le Quai d'Orsay avait rappelé son ambassadeur après avoir dénoncé les propos jugés « inacceptables » du président turc Recep Tayyip Erdogan. Ce dernier avait mis en question « la santé mentale » d'Emmanuel Macron, en raison de son attitude envers les musulmans. L'absence de messages de condoléances et de soutien du président turc après l'assassinat de Samuel Paty, une semaine après la décapitation de cet enseignant par un islamiste près de Paris, avait aussi choqué.

Cette fois, les représailles ignorent le Royaume-Uni, partie intégrante du projet Aukus. Les photos du sommet du G7 en Cornwall, début juin – moment-clé dans les négociations secrètes entre les trois pays –, montraient un Boris Johnson hilare, aux côtés de son homologue australien, Scott Morrison, et du président américain, Joe Biden. La participation de M. Johnson à cet entretien n'était pas prévue à l'origine. Il s'agissait d'« une occasion unique » de se voir à trois, avait ensuite expliqué Scott Morrison, pour justifier cet aménagement.

Trois mois plus tard, on saisit mieux son motif : préparer le remplacement des sous-marins français par ceux à moteur nucléaire proposés à l'Australie par les Etats-Unis. Mais Paris, qui accuse ses alliés de dissimulation, n'a pas rappelé son ambassadeur à Londres pour autant. « Les Britanniques ont accompagné cette opération de manière opportuniste, explique une source diplomatique française. Nous n'avons pas besoin de consultations à Paris avec notre ambassadeur pour savoir ce qu'il faut en penser et quelles conclusions en tirer. » Une façon d'exprimer le mépris perceptible dans la capitale française, huit mois après l'entrée en vigueur du Brexit, envers le gouvernement de Boris Johnson, considéré comme le « passager clandestin » de la nouvelle alliance.

Vendredi matin, pour la deuxième fois en quarante-huit heures, l'ambassadeur Philippe Etienne a été reçu à la Maison Blanche par Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale, afin de lui expliquer directement la raison de son rappel. Détail intéressant : avant cette crise, M. Sullivan n'avait jamais adressé une telle invitation au diplomate français depuis l'investiture de Joe Biden, fin janvier.



LA BRUTALITÉ ET LA MÉTHODE UNILATÉRALE ADOPTÉES PAR LA MAISON BLANCHE VIS-À-VIS DE SES ALLIÉS TRANSATLANTIQUES DESSINENT UNE CONTINUITÉ D'UN PRÉSIDENT AMÉRICAIN À L'AUTRE

A la Maison Blanche, un haut responsable affirme que l'administration « poursuivra les contacts avec la France dans les jours à venir pour surmonter [leurs] différences, comme [ils l'ont] fait à différentes périodes de [leur] longue alliance ». Ce responsable estime que les deux pays continueront de travailler ensemble sur les questions liées à la pandémie, à la crise climatique, à la prospérité économique globale et à la sécurité.

En fin d'après-midi, comme si de rien n'était, le département d'Etat américain publiait un communiqué pour « saluer » la mort du chef djihadiste Anadn Abou Walid Al-Sahraoui, aux confins du Mali, annoncée dans la nuit de mercredi à jeudi, après une frappe de « [leur] partenaire et allié, la France ». Washington félicitait aussi Paris pour son « engagement continu contre le terrorisme et en faveur de la protection des civils en Afrique de l'Ouest ». Mais ces mots apaisants suggèrent que l'administration Biden place la réaction française sur un plan strictement émotionnel, attendant sa retombée comme la colère d'un enfant.

LES ETATS-UNIS FOCALISÉS SUR LA CHINE

La valeur stratégique régionale accordée par la France à l'accord avec l'Australie a été négligée par les Etats-Unis, focalisés sur leur propre rivalité avec la Chine. De même, Washington ne semble pas croire que d'autres dégâts puissent suivre, que sa crédibilité et sa solidité en tant qu'allié de Paris sont engagées. Cela vaut aussi bien dans la relation bilatérale qu'au sein de l'OTAN, déclarée en « mort cérébrale » par Emmanuel Macron il y a près de deux ans.

La volonté américaine de pousser l'Alliance atlantique à contrer les ambitions militaires de la Chine ne convient pas aux Européens, et en particulier à l'Elysée. « Pour ma part, la Chine ne fait pas partie de la géographie atlantique, ou alors ma carte a un problème », avait déclaré M. Macron, le 10 juin, en marge d'un sommet de l'OTAN, dans la foulée du G7. « Le traité de l'Atlantique Nord n'est pas le traité du Pacifique Sud », observe-t-on à Paris. Pour l'Elysée, la stratégie indo-pacifique française se doit d'être moins confrontationnelle que celle des Etats-Unis, afin de ménager la relation avec la Chine. Une façon aussi, pour les Européens, de ne pas être les otages de la rivalité entre Pékin et Washington. Cette

sorte de « troisième voie » est cependant rejetée par Washington.

Le geste de Paris vise aussi à déchirer ce déni américain, cette façon répétée qu'ont les responsables de l'administration Biden de tenir des propos amicaux à l'égard des Européens, sans pour autant les traduire en faits. L'Europe n'est pas un acteur politique important pour Washington, faute de cohésion et de force. Depuis son accession à la Maison Blanche, le président démocrate n'a eu de cesse de vanter la solidité des liens transatlantiques, de promouvoir le multilatéralisme, la concertation entre alliés, les valeurs démocratiques et le droit international. Dans les mots. Vu d'Europe, le soulagement né de la défaite de Donald Trump ressemble à un souvenir lointain, voire un peu flou. Au contraire, la brutalité et la méthode unilatérale adoptées par la Maison Blanche vis-à-vis de ses alliés transatlantiques dessinent, elles, une continuité d'un président américain à l'autre.

Depuis six mois, les motifs d'irritation à l'égard de Washington s'accumulent : l'absence de concertations réelles avant le retrait d'Afghanistan ; l'interdiction d'entrée sur le territoire pour les Européens, même vaccinés, maintenue sans raison scientifique valable ; et, enfin, la négligence, voire le mépris, à l'égard de la France, placée devant le fait accompli, concernant le pacte scellé avec l'Australie et le Royaume-Uni.

Pour autant, Paris ne va pas à la rupture avec Washington. Il n'est pas question d'expulsion de diplomates, ni évidemment d'interruption des relations diplomatiques. Il s'agissait de sortir d'un registre purement verbal, celui des communiqués, pour se faire davantage entendre, à défaut de se faire respecter. La tenue, à partir de mardi 21 septembre, à New York, de l'Assemblée générale des Nations unies pourrait, indique-t-on à Washington, permettre d'aborder le sujet en bilatéral. Emmanuel Macron n'a pas prévu d'y participer – il a renoncé à ce stade à prononcer le moindre discours, même à distance –, c'est Jean-Yves Le Drian qui sera présent.

« La France avait besoin d'exprimer sa colère, estime Cécilia Belin, chercheuse à la Brookings Institution à Washington. Mais on veut éviter un affrontement public, comme au moment de la guerre en Irak en 2003, qui n'aurait pas servi les intérêts de la France. Il



Le premier ministre britannique, Boris Johnson, le président américain, Joe Biden, et le premier ministre australien, Scott Morrison, lors du sommet du G7 à Carbis Bay, en Cornouailles, le 13 juin.

EYEPRESS VIA AFP

s'agit de ne pas brûler inutilement des ponts. Sur le long terme, l'affaire aura des effets, pour convaincre les Européens que les Etats-Unis réclament un alignement complet de leurs alliés, sous peine d'être poussés vers l'extérieur. La ligne française, qui consiste à se poser en allié autonome et fiable, est difficile à tenir.» Pour Washington, seul compte l'affrontement avec la Chine. Les alliés sont invités à s'enrôler sous cet étendard.

SILENCE REMARQUABLE DE L'ALLEMAGNE

Pour l'heure, les Européens ne se précipitent pas pour exprimer leur solidarité vis-à-vis de Paris. Au contraire. Le silence de l'Allemagne est remarquable, justifié à la fois par une plus grande proximité avec l'Amérique et par sa propre production de sous-marins. Angela Merkel et Emmanuel Macron ont abordé le sujet jeudi soir, lors d'un dîner à l'Elysée, et ont constaté ensemble le manque de prévisibilité de Washington.

Pourtant, côté français, on veut croire que les autres Etats membres « voient bien qu'il ne s'agit pas d'une affaire commerciale bilatérale, mais d'une affaire stratégique européenne », qui met en jeu « la fiabilité du partenaire américain », explique une source. Pour l'heure, la solitude française semble pourtant réelle. Paris a du mal à imposer l'idée qu'il n'est pas guidé par le simple dépit industriel.

Que le camouflet concernant le contrat des sous-marins survienne à sept mois de l'élection présidentielle a sans doute incité à une réaction sans nuance de l'Elysée. L'affront est, de fait, de nature à renforcer la thèse d'un affaiblissement de la puissance géopolitique française que théorise Eric Zemmour, polémiste d'extrême droite et candidat pressenti pour le scrutin.

Pourtant, l'Elysée réfute toute stratégie défensive en vue de 2022: « Le président n'est pas candidat. Il agit en président de la République, comme il l'a fait en février 2019 et octobre 2020, car il juge les faits suffisamment graves et irresponsables », assure-t-on. Affront américain, débâcle en Afghanistan, incertitudes électorales en Allemagne... Le président n'est peut-être pas candidat, mais sa précampagne est déjà parasitée par une succession de crises internationales. ■

CLAIRE GATINOIS,
PHILIPPE RICARD (À PARIS),
ET PIOTR SMOLAR